Si le message ne s'affiche pas correctement, [cliquez ici](#)

Plus de la moitié des Français peuvent désormais se rendre gratuitement à leur travail en voiture

*Avec une inflation galopante, **des carburants au prix fort**, des frais de rentrée sans précédent pour les élèves et étudiants... des millions de Français abordent la reprise avec inquiétude et cherchent tous les moyens de faire des économies.*

Or, aussi étonnant que cela puisse paraître, une combinaison de dispositifs encore peu connue permet d'éliminer complètement le coût des trajets domicile – travail en voiture ! C'est un angle mort considérable pour les Français qui luttent pour boucler leurs fins de mois.

En cette rentrée, un seuil symbolique vient d'être franchi puisque plus d'un Français sur deux est désormais éligible à cette gratuité totale des trajets.

Baisse du coût des trajets domicile – travail : une France à deux vitesses

La [carte interactive ci-dessous](#), produite par le Ministère de la Transition Énergétique, montre les territoires concernés par des subventions de collectivités locales permettant de neutraliser potentiellement le coût des trajets domicile – travail en voiture :

Trajets gratuits au quotidien : mode d'emploi

Concrètement, voici la combinaison de dispositifs que les Français éligibles à ces aides peuvent utiliser pour rendre leurs trajets domicile - travail entièrement gratuits.

1/ Profiter du bon plan local : le court-voiturage subventionné

La carte ci-dessus représente les territoires sur lesquels les collectivités locales subventionnent le court-voiturage (covoiturage sur les trajets courts, essentiellement du domicile – travail). L'intégration récente de la

Métropole de Lyon, du Pays basque et de nombreuses collectivités de tailles plus modestes a permis de basculer au-dessus du seuil des 50% des Français éligibles. La métropole d'Aix-Marseille-Provence (1,9 M d'hab.) rejoindra prochainement cette carte grâce à un partenariat signé avec l'application spécialisée Karos. De nombreux autres territoires suivent la même voie.

Les subventions des collectivités locales permettent de prendre **un trajet en covoiturage en tant que passager pour un prix symbolique (très souvent 1 euro)** mais il convient de superposer d'autres dispositifs, comme nous allons le voir ci-dessous (la simplicité administrative à la française !).

2/ Négocier le financement du reste à charge auprès de son employeur (forfait mobilités durables)

Le reste à charge peut en effet être couvert par le forfait mobilités durables. Ce dispositif est facilement accepté et mis en place par les employeurs si les salariés le réclament. En effet, au même titre que les tickets-restaurants, le forfait mobilités durables est défiscalisé : dans un contexte d'inflation, de prix records des carburants et de négociations sur les hausses des salaires, c'est un système gagnant – gagnant actuellement très prisé.

3/ Profiter sans attendre de trajets gratuits

Et si l'employeur n'a pas encore mis en place ce financement pour le covoiturage ou tarde à le faire ? Les applications spécialisées sur le covoiturage de courte distance permettent dans tous les cas d'assurer cette gratuité : c'est le cas notamment de Karos qui offre aux employeurs **6 mois de gratuité pour les salariés**. Cela laisse le temps à l'employeur de tester le court-voiturage puis de prendre le relais avec le forfait mobilités durables. Bon à savoir aussi : sans aucune démarche, l'application Karos offre les 10 premiers trajets gratuits aux passagers sans aucune restriction.

À titre d'exemple, Michelin a suivi cette voie et est devenu en 6 mois une des entreprises françaises dont les salariés sont les plus engagés dans le covoiturage (gonflés à bloc !). À tel point que dans le département Puy-de-Dôme, 59% des covoitureurs du quotidien sont des employés de Michelin (d'après les chiffres de l'Observatoire National du Covoiturage du Quotidien comparés aux nombres de trajets recensés par l'entreprise).

4/ Lever les derniers freins et idées reçues : le manque de covoitureurs, les horaires flexibles, la peur de ne pas pouvoir rentrer chez soi, etc...

Avec le développement rapide du covoiturage domicile – travail en France, un frein tend à se lever : le manque de covoitureurs compatibles. L'application Karos, spécialisée dans le covoiturage domicile – travail, a développé un indicateur : le pourcentage d'inscrits qui obtiennent au moins une réponse positive lorsqu'ils sollicitent un covoiturage. Ce taux atteint 95% à La Réunion, 92% en Île-de-France, 93% en Normandie ou encore 89% en Pays de la Loire. Ces territoires ont tous comme point commun de subventionner les court-voiturages.

Contrairement aux idées reçues, lorsque le court-voiturage est suffisamment développé, il est possible de le pratiquer avec des horaires flexibles tout en changeant régulièrement de binôme. Les court-voiturages se valident simplement la veille ou le jour même. Et en cas de défaillance du conducteur, les applications financent même un plan B (taxi ou VTC) pour réaliser le trajet.

Les étudiants sont-ils les grands oubliés ?

Bien au contraire ! Même s'ils ne bénéficient pas du forfait mobilités durables dans le cadre de leurs études, les applications de covoiturage leur proposent généralement des offres de gratuité sur les territoires déjà subventionnés par les collectivités locales. L'application Karos propose cette gratuité à tous les BDE (bureaux des étudiants) qui en font la demande, sans aucuns frais. Plus d'une centaine d'établissements d'enseignement supérieur sont aujourd'hui partenaires partout en France. La dynamique devrait s'accélérer : les récents rapports de l'UNEF et de la FAGE viennent d'alerter sur le coût record de la rentrée 2023 pour les étudiants !

Quels sont les territoires champions du court-voiturage en France ?

L'Essonne, le département n°1

Nouveau champion de France des départements qui covoiturent le plus (en valeur absolue et ramené au nombre d'habitants), l'Essonne bénéficie du dynamisme du covoiturage en Île-de-France et passe devant la Seine-Maritime (en forte baisse).

Ce succès est le fruit d'un pari : celui de miser sur la nouvelle génération en proposant la gratuité totale du covoiturage pour les 18 – 25 ans depuis

l'application Karos (cette dernière réalise désormais plus d'un trajet sur deux en Île-de-France).

La Réunion, région n°1

Le succès du covoiturage subventionné dépasse la seule métropole. Les récentes données de l'Observatoire National du Covoiturage montrent que c'est La Réunion qui est devenue depuis mai la véritable région championne de France du covoiturage du quotidien (nombre de covoiturages ramenés au nombre d'habitants).

Cette première place est d'autant plus surprenante que les Réunionnais ont la réputation d'être très attachés à leur véhicule individuel ! Mais le subventionnement et la promotion active par la Région Réunion du covoiturage en partenariat avec un seul opérateur (l'application de covoiturage Karos) ont porté leurs fruits.

Des enseignements sont donc à tirer de ce succès pour le reproduire partout en métropole.

Changement de cap à venir pour les autosolistes ?

Prix record des carburants, inflation galopante, bonus covoiturage de 100 euros, développement de voies réservées et des radars à covoiturage (ce nouveau panneau fait parler de lui), mobilisation des employeurs, des collectivités locales, prise de conscience écologique des Français...

Si l'autosolisme reste encore très majoritaire, le court-voiturage progresse et se trouve actuellement au carrefour de toutes les actualités !